



SQLI
Société anonyme
Au capital de 2.877.598,40€uros
Siège social : 268, avenue du président Wilson
93210 La Plaine Saint-Denis
RCS Bobigny 353 861 909 – SIREN 353 861 909 00094

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2014

Sommaire

I - Rapport semestriel d'activité

II - Comptes semestriels consolidés

III – Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

IV – Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

I - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Evénements importants du premier semestre

SQLI a réalisé, au 1er semestre 2014, un chiffre d'affaires de 78,2 M€ contre 79,0 M€ au 1er semestre 2013. Depuis le début de l'année, SQLI confirme une solide performance commerciale avec des taux de croissance organique (hors facturations des activités déconsolidées, notamment le pôle Santé) de +3% au 1er trimestre 2014 et de +6% au 2ème trimestre par rapport aux périodes identiques de 2013. Cette accélération de la croissance permet de porter le chiffre d'affaires des 6 premiers mois de l'année à 78,2 M€, en progression de +4% sur un an à données comparables (-1% en données publiées).

Cette dynamique commerciale s'appuie sur les axes stratégiques du groupe et valorise les expertises en adéquation avec les attentes du marché, notamment sur les segments porteurs de l'e-commerce, de la mobilité, du social et de l'analytics qui représentent plus de 15% des facturations du semestre.

Le positionnement original de SQLI sur le marché du digital, incarné par deux marques fortes et complémentaires (WAX Interactive dédié au développement des ventes digitales et SQLI Enterprise tourné vers la transformation digitale des organisations) se traduit par la construction de solutions globales qui apportent aux clients les possibilités du marketing digital connecté au système d'information. Le Groupe a ainsi réalisé avec succès le lancement de ses nouvelles offres au cours du 1er semestre 2014, notamment Social2Cash (solution permettant de connecter les réseaux sociaux au CRM de l'entreprise) et Augmented Banking (offre unique de digitalisation de la relation bancaire).

Cette très bonne dynamique commerciale permet à SQLI d'afficher un niveau record de prises de commandes à fin juin (94,7 M€, soit largement plus d'un semestre de chiffre d'affaires) qui conforte la pérennité de la reprise observée depuis plusieurs trimestres. SQLI confirme ainsi son objectif de croissance organique et consolidée du chiffre d'affaires en 2014.

Après avoir développé les actions de redynamisation commerciale, le management a jugé indispensable de réviser en profondeur les conditions de rentabilité. Pour cela, une réorganisation a été lancée pour obtenir les gains visés dans le cadre du plan stratégique Ambition 2016 par :

- l'amélioration du taux d'emploi via une moindre fragmentation des entités (cette composante va apporter plus de la moitié de l'amélioration de rentabilité visée dans le plan) ;
- une diminution des coûts au niveau des structures intermédiaires ;
- une organisation et un contrôle spécifique pour les gros chantiers au forfait avec pour objectif de diviser par 2 les coûts d'inefficience opérationnelle (ces 2 dernières composantes vont apporter plus du quart de l'amélioration de rentabilité visée) ;
- une amélioration structurelle de l'efficacité commerciale et de la valeur des offres garant de meilleurs niveaux de facturation.

Le retour de la croissance et les premiers effets des mesures d'optimisation de la productivité et de réduction des coûts mises en œuvre actuellement permettront d'améliorer le résultat opérationnel courant dès le 2nd semestre 2014.

Au-delà, SQLI confirme les objectifs à horizon fin 2016, soit un chiffre d'affaires en croissance annuelle moyenne à deux chiffres et un taux de marge opérationnelle courante compris entre 8% et 10% à la fin du plan.

Les résultats semestriels 2014 sont ponctuellement pénalisés par :

- 1,2 M€ de charges liées à des investissements stratégiques réalisés dans le cadre du plan Ambition 2016 (lancement des marques WAX Interactive et SQLI Enterprise et de leurs offres, renforcement du Management, études de dossiers de croissance externe) ;
- 1,0 M€ d'impact des cessions (moindre contribution aux résultats et au CIR).

Le résultat opérationnel courant ressort ainsi à 1,0 M€ à fin juin 2014 contre 3,4 M€ un an plus tôt. Après prise en compte de la charge financière et de l'impôt, le bénéfice net semestriel s'élève à 0,6 M€ contre 0,3 M€ au 1er semestre 2013.

Au 30 juin 2014, SQLI bénéficie d'une structure financière saine. L'évolution défavorable du besoin en fonds de roulement sur le premier semestre (-8,2 M€) liée principalement à un retard de facturation devrait être en grande partie rattrapée au cours du second semestre. Le Groupe dispose de 66,8 M€ de capitaux propres et d'une trésorerie brute de 11,2 M€ pour seulement 7,2 M€ de dettes financières constituées essentiellement du solde de l'emprunt obligataire amortissable.

Compte tenu de ces réserves disponibles et de sa capacité d'endettement, SQLI a les moyens de financer son plan de développement et des opérations ciblées de croissance externe.

En septembre 2014, SQLI a émis 215.784 BSA à condition de performance de cours souscrits par Didier Fauque (via Wadi Investment), Directeur Général, et Thierry Chemla, Directeur Général Délégué. Ils sont exerçables par 3 tranches à condition que le cours de l'action SQLI ait dépassé 25, 30 ou 35 €.

2. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice

Les facteurs de risque tels que présentés dans le document de référence 2013 publié par la Société et déposé auprès de l'Autorité des Marchés le 28 avril 2014 sous le numéro n° D 14-0430 n'ont pas subi d'évolution sensible à ce jour.

3. Principales transactions entre parties liées

Les accords conclus entre les parties liées ont été identifiés dans les états financiers consolidés du 31 décembre 2013 et figurent dans le document de référence 2013 déposé auprès de l'autorité des marchés financiers en date du 28 avril 2014.

II - COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

30 juin 2014

SOMMAIRE

- A. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE ET ETAT DU RESULTAT GLOBAL
- B. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE
- C. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES
- D. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES
- E. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

A. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

en milliers d'euros	Notes	30.06.2014	30.06.2013	31.12.2013
CHIFFRE D'AFFAIRES	16)	78.158	78.988	154.150
Autres produits de l'activité		1.579	1.760	4.674
Achats consommés		-479	-508	-1.032
Charges de personnel	17)	-57.378	-55.817	-110.207
Charges externes	18)	-19.054	-18.781	-35.809
Impôts et taxes		-1.655	-1.610	-3.071
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions		-181	-1.052	-1.765
Autres produits et charges d'exploitation		14	410	395
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		1.004	3.390	7.335
Dépréciation des écarts d'acquisition		0	-1.386	-1.386
Autres produits et charges opérationnels non courants		0	84	4.691
RESULTAT OPERATIONNEL		1.004	2.088	10.640
Produits (charges) de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	19)	77	68	162
Coût de l'endettement financier brut	19)	-261	-247	-520
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	19)	-184	-179	-358
Autres produits et charges financiers	19)	286	-92	-413
RESULTAT AVANT IMPOT		1.106	1.817	9.869
Charge d'impôt	20)	-546	-1.565	-3.403
RESULTAT NET		560	252	6.466
avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		560	252	6.466
Dont :				
Part du groupe		560	252	6.466
Participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
Résultat net, part du groupe par action (en euros)	21)	0,16	0,07	1,81
Nombre moyen d'actions en circulation		3.553.334	3.583.448	3.570.105
Résultat net dilué, part du groupe par action (en euros)		0,13	0,06	1,81
Nombre moyen d'actions et BSA en circulation		4.282.748	4.492.948	3.570.105

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	30.06.2014	30.06.2013	31.12.2013
RESULTAT NET	560	252	6.466
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies nets d'impôts	-9	9	-40
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	-9	9	-40
Écarts de conversion	63	-130	-108
Éléments qui seront reclassés en résultat	63	-130	-108
Total des éléments comptabilisés en capitaux propres	54	-121	-148
RESULTAT GLOBAL	614	131	6.318
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0
Attribuable au groupe	614	131	6.318

B. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	30.06.2014	31.12.2013
Ecart d'acquisition	1)	44.582	44.368
Immobilisations incorporelles		8	35
Immobilisations corporelles		3.368	3.340
Immobilisations financières		3.181	3.079
Autres actifs non courants	4) et 5)	3.201	2.394
Impôts différés actif	2)	751	107
ACTIFS NON COURANTS		55.091	53.323
Créances clients et comptes rattachés	3)	45.467	43.103
Autres créances et comptes de régularisation	4)	20.285	21.385
Actif d'impôt exigible	5)	1.408	1.424
Trésorerie et équivalents trésorerie	6)	11.237	23.714
Actifs détenus en vue d'être cédés		0	0
ACTIFS COURANTS		78.397	89.626
TOTAL DE L'ACTIF		133.488	142.949

PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	30.06.2014	31.12.2013
Capital	7)	2.878	2.877
Primes		35.844	36.645
Réserves consolidées		27.527	23.116
Résultat consolidé		560	6.466
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		66.809	69.104
Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES		66.809	69.104
Dettes financières à long terme	10)	3.473	6.801
Provisions à long terme	12)	1.989	2.167
Impôts différés passif	2)	0	3
Autres passifs non courants		32	56
PASSIFS NON COURANTS		5.494	9.027
Dettes financières à court terme	10)	3.764	3.548
Provisions à court terme	12)	47	50
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		11.689	12.702
Autres dettes	13)	45.260	48.290
Passif d'impôt exigible		425	228
Passifs détenus en vue d'être cédés		0	0
PASSIFS COURANTS		61.185	64.818
TOTAL DU PASSIF		133.488	142.949

C. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion et écarts actuariels	Capitaux propres		
							Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Situation au 31.12.2012	3.583.448	2.867	36.575	18.928	4.517	1.241	64.128	-	64.128
Affectation du résultat				3.226	-3.226				
Distribution de dividendes					-1.291		-1.291		-1.291
Auto contrôle			-30				-30		-30
<i>Résultat du 1^{er} semestre</i>					252				
<i>Autres éléments du résultat global</i>						-121			
Résultat global du 1^{er} semestre					252	-121	131		131
Situation au 30.06.2013	3.583.448	2.867	36.545	22.154	252	1.120	62.938	-	62.938
Annulation de BSAAR				-131			-131		-131
Plan d'épargne d'entreprise	12.974	10	125				135		135
Auto contrôle			-25				-25		-25
<i>Résultat du 2nd semestre</i>					6.214				
<i>Autres éléments du résultat global</i>						-27			
Résultat global du 2nd semestre					6.214	-27	6.187		6.187
Situation au 31.12.2013	3.596.422	2.877	36.645	22.023	6.466	1.093	69.104		69.104
Affectation du résultat				4.484	-4.484				
Distribution de dividendes					-1.982		-1.982		-1.982
Exercice de 5.760 BSAAR en 06/2014	576	1	-1						
Annulation de BSAAR				-127			-127		-127
Auto contrôle			-800				-800		-800
<i>Résultat du 1^{er} semestre</i>					560				
<i>Autres éléments du résultat global</i>						54			
Résultat global du 1^{er} semestre					560	54	614		614
Situation au 30.06.2014	3.596.998	2.878	35.844	26.380	560	1.147	66.809		66.809

D. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'euros	30.06.2014	30.06.2013	31.12.2013
Résultat net de l'ensemble consolidé	560	252	6.466
Dotations nettes aux amortissements et provisions (1)	65	2.451	3.242
Autres charges (produits) calculés	-88	-187	-272
Plus(moins)-values de cession	-14	-82	-5.647
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt	523	2.434	3.789
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	546	1.565	3.403
Coût de l'endettement financier	261	281	520
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	1.330	4.280	7.712
Variation des clients	757	5.152	-1.936
Variation des fournisseurs	-1.011	-226	4.330
Variation des autres actifs et passifs courants	-7.927	-4.058	-553
Impôt sur les sociétés payé (remboursé)	-788	-1.096	-2.865
Flux de trésorerie sur activités opérationnelles	-7.639	4.052	6.688
Acquisitions d'immobilisations	-555	-637	-2.497
Cessions d'immobilisations	268	113	449
Acquisitions de participations nettes de la trésorerie acquise (2)	-277	-298	4.689
Flux de trésorerie sur activités d'investissement	-564	-822	2.641
Augmentations de capital	0	0	135
Acquisition de BSAAR en vue de leur annulation	-190	0	-198
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	0	-1.291
Emissions d'emprunts	0	0	0
Acquisition de titres d'auto-contrôle	-799	-29	-55
Remboursements d'emprunts	-3.444	-3.496	-3.578
Intérêts payés	-97	-59	-111
Flux de trésorerie sur activités de financement	-4.430	-3.584	-5.098
Variation de trésorerie	-12.733	-354	4.231
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier	23.572	19.431	19.431
Impact des différences de change	42	-108	-90
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	10.881	18.969	23.572

(1) A l'exclusion des provisions liées à l'actif circulant.

(2) Dont versement du complément de prix 2013 attachés aux titres ASTON EDUCATION (227 K€) et du solde du prix des titres WAX (50 K€).

E. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

SQLI et ses filiales constituent un groupe de sociétés de services informatiques qui interviennent dans le domaine du conseil et de l'intégration d'applications e-business. Le groupe est principalement implanté en France, au Benelux, en Suisse et au Maroc.

SQLI est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé à La Plaine Saint-Denis (93). Elle est cotée sur le marché « Euronext Paris », compartiment C.

Les états financiers consolidés au 30 juin 2014 ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 23 septembre 2014.

1- Activité du semestre

SQLI a réalisé, au 1^{er} semestre 2014, un chiffre d'affaires de 78,2 M€ contre 79,0 M€ au 1^{er} semestre 2013, en croissance de 4,3% à périmètre comparable (hors activités déconsolidées en 2013, notamment le pôle Santé).

Cette dynamique commerciale se traduit également au travers du niveau de prises de commandes (94,7 M€ à fin juin 2014) qui atteint un niveau record à mi exercice. SQLI confirme ainsi son objectif de croissance organique et consolidée du chiffre d'affaires en 2014.

SQLI récolte les premiers fruits des investissements entrepris depuis 2013 dans le cadre du plan stratégique *Ambition 2016*. Ce plan a pour double objectif de renforcer et clarifier la proposition de valeur apportée par SQLI aux entreprises pour accélérer leur transformation digitale.

Dans le cadre du plan stratégique, une nouvelle organisation a été mise en place. Elle permettra de conserver le dynamisme des agences régionales tout en assurant une animation et un management regroupé des principales offres (Data, Mobilité, CRM, TMA, etc...).

Cette nouvelle organisation doit permettre :

- un accroissement de la valeur ajoutée des offres et des compétences des consultants ;
- une amélioration de la productivité par une moindre fragmentation des entités ;
- une diminution des coûts au niveau des structures intermédiaires.

En complément, deux marques sont déployées au niveau du Groupe afin de servir la nouvelle stratégie :

- la marque **WAX Interactive** a été adoptée pour l'ensemble des activités au service du développement des ventes digitales des clients (« Digital that Sells »), qui représentent 37% des facturations du semestre ;
- la marque **SQLI Enterprise** a été adoptée pour les activités dédiées à la transformation digitale des entreprises (« Digital that Works »), qui contribuent pour 63% de l'activité du semestre.

2- Principes comptables

Les comptes consolidés du groupe SQLI sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 30 juin 2014 telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés du groupe SQLI, il n'y a pas de divergences entre le référentiel approuvé par l'Union Européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014 sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers du 31 décembre 2013.

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013 à l'exception des changements de méthodes comptables ci-après.

Le groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore approuvés par l'Union Européenne au 30 juin 2014 ni encore entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2014.

Changements de présentation de l'information sectorielle décidés par le groupe

Afin d'accompagner sa nouvelle organisation, le groupe a modifié le reporting interne utilisé par ses principaux décideurs et a défini deux secteurs opérationnels : « Digital Commerce » et « Digital Technologies ».

Le secteur « Digital Commerce » permet de suivre l'activité générée par la marque WAX Interactive ; « Digital Technologies », celle générée par la marque SQLI Enterprise.

Le Directeur Général de SQLI et ses Directeurs opérationnels analysent régulièrement les indicateurs suivants :

- Le chiffre d'affaires réalisé par chacun des deux secteurs,
- La marge opérationnelle.

3- Estimations et jugements

Pour l'établissement des états financiers consolidés en conformité avec IAS 34, le groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

La direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les résultats futurs sont susceptibles de différer sensiblement en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Ces estimations concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats au forfait, la constatation d'impôts différés actifs, les tests de valeur sur les actifs, le calcul des engagements de retraite et autres avantages à long terme, l'appréciation des clauses de complément de prix et les provisions courantes et non courantes.

4- Périmètre de consolidation

Sociétés consolidées	Siège	30/06/2014		31/12/2013	
		% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
SQLI SA	La Plaine Saint-Denis (93)	Société consolidante			
SQLI SUISSE SA	Lausanne (Suisse)	100 %	100 %	100 %	100 %
ABCIAL SAS	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
SQLI MAROC SA	Rabat (Maroc)	100 %	100 %	100 %	100 %
CLEAR VALUE SAS	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
SQLI LUXEMBOURG SA	Luxembourg (Lux)	100 %	100 %	100 %	100 %
EOZEN FRANCE SAS	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
ICONEWEB MULTIMEDIA MAROC SARL	Casablanca (Maroc)	100 %	100 %	100 %	100 %
EOZEN Belgium SA	Diegem (Belgique)	100 %	100 %	100 %	100 %
EOZEN SA	Strassen (Luxembourg)	100 %	100 %	100 %	100 %
ASTON EDUCATION SAS	Boulogne-Billancourt (92)	100 %	100 %	100 %	100 %
ASTON INSTITUT SARL	Boulogne-Billancourt (92)	100 %	100 %	100 %	100 %
SQLI DEFENSE SAS	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
WAX DESIGN SA	Sint-Martens-Latem (Belgique)	100 %	100 %	100 %	100 %
GEIE ICE	Blagnac (31)	33,33 %	100 % (1)	33,33 %	100 % (1)

(1) Pour l'activité réalisée par SQLI.

La SAS SQLI Défense a été créée en juin 2010 mais n'a pas eu d'activité à ce jour.

5- Eléments d'information sur le bilan ou le compte de résultat

1) Ecarts d'acquisition

	31.12.2013	Acquisition de la période	Cession de la période	Dépréciation de la période	30.06.2014
Digital Commerce	19.351				19.351
Digital Technologies	25.017	214			25.231
TOTAL	44.368	214			44.582

SQLI a acquis en 05/2014 le fonds de commerce de la société SHAFT (214 K€) qui doit contribuer à développer l'activité de l'agence de Nantes.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au minimum une fois par an au 31 décembre de chaque année et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Les indices de perte de valeur retenus par le groupe comprennent notamment l'évolution du chiffre d'affaires, la rentabilité opérationnelle traduite par le résultat opérationnel et/ou le niveau du taux d'emploi des collaborateurs.

Compte tenu du redécoupage de son activité en 2014, le groupe analyse désormais les valeurs des écarts d'acquisition sur la base des nouvelles UGT Digital Commerce et Digital Technologies qui correspondent aux nouveaux segments opérationnels définis dans la note 2 « principes comptables ».

Pour les UGT présentant un indice de perte de valeur, le test de valeur au 30 juin 2014 a également été réalisé sur la base de l'ancien périmètre afin de valider l'absence de dépréciation à comptabiliser. Les hypothèses retenues pour les tests réalisés sont les suivantes :

Durée des projections :	4 ans
Modalités des projections :	2014 : base budgétaire 2015-2017 : Chiffre d'affaires ancien périmètre : taux de croissance uniforme de 5,7% par an hors SAP 9,3% en 2015 ; Chiffre d'affaires nouveau périmètre : taux de croissance uniforme de 5,7% par an hors Digital Technologies 6,7% en 2015 ; Taux d'EBIT : progression régulière pour atteindre un taux normatif en 2017.
Taux d'actualisation après impôt :	9,5% (identique 31/12/2013)
Taux de croissance à l'infini :	1,5% (identique 31/12/2013)

Au regard de ces tests, aucune dépréciation n'a été constatée.

Tests de sensibilité

Sur la base du nouveau périmètre, les tests réalisés ne sont pas sensibles à une variation raisonnable du taux d'actualisation ou du taux de croissance à l'infini.

Ils ont également été réalisés dans les cas suivants :

- Diminution de 1 point des hypothèses de croissance du chiffre d'affaires 2015-2017 ;
- Diminution de 1 point des hypothèses d'EBIT normatif ;
- Diminution combinée de 1 point des hypothèses de croissance du chiffre d'affaires 2015-2017 et de 1 point des hypothèses d'EBIT normatif.

Dans aucune de ces hypothèses, une dépréciation complémentaire ne serait constatée.

2) Impôts différés

	30.06.2014		31.12.2013	
	Bases	Impôt différé	Bases	Impôt différé
Avantages au personnel	854	259	745	221
Instruments de couverture	229	76	317	106
Déficits fiscaux	1.681	561	0	0
Amortissements dérogatoires	-588	-195	-580	-192
Frais d'émission d'emprunts	666	222	502	167
BSAAR	-612	-204	-802	-267
Différences temporaires	112	37	248	83
Autres	-15	-5	-45	-14
Impôts différés Actif (Passif) nets		751		104
Impôts différés actif		751		107
Impôts différés passif		0		-3

3) Créances clients et comptes rattachés

	30.06.2014	31.12.2013
Créances clients	28.364	31.638
En-cours de production	18.695	13.193
Valeur brute	47.059	44.831
Provisions à l'ouverture	-1.728	-1.483
Dotation		-448
Reprise	138	200
Incidence des variations des taux de change	-2	3
Provisions à la clôture	-1.592	-1.728
<i>Dont : Provisions sur créances clients</i>	<i>-1.592</i>	<i>-1.728</i>
Valeur nette	45.467	43.103

Les en-cours de production correspondent aux prestations réalisées et non encore facturées. La valeur actuelle des créances clients n'est pas différente de leur valeur comptable. Toutes les créances clients ont des échéances inférieures à douze mois.

Le groupe a adopté une politique d'externalisation de la gestion de ses créances clients pour la France, couvrant tant les domaines de l'assurance-crédit, que la gestion des relances et le refinancement par mobilisation de celles-ci. Elles sont cédées dans le cadre d'une convention d'affacturage. Sauf exception, 100% des créances clients sont cédées au factor et figurent sous la rubrique « Autres créances » Cf. note 4) infra. Ce poste est intégralement mobilisable.

4) Autres créances et comptes de régularisation

	30.06.2014			31.12.2013		
	Total	-1 an	+ 1 an	Total	-1 an	+ 1 an
Créances sociales	721	721		345	345	
Créances fiscales hors impôt sur les sociétés	5.266	5.266		4.156	4.156	
Créances cédées (Réserves auprès du factor)	11.796	11.796		15.048	15.048	
Charges constatées d'avance	2.102	2.102		1.545	1.545	
Autres créances	402	402		306	293	13
Valeur brute	20.287	20.287	0	21.400	21 387	13
Provision à l'ouverture	-2	-2		-32	-32	
Dotation						
Reprise				30	30	
Provision à la clôture	-2	-2	0	-2	-2	
<i>Dont provisions sur autres créances</i>	<i>-2</i>	<i>-2</i>		<i>-2</i>	<i>-2</i>	
Valeur nette	20.285	20.285	0	21.398	21.385	13

5) Actif d'impôt exigible

	30.06.2014			31.12.2013		
	Total	-1 an	+ 1 an	Total	-1 an	+ 1 an
Etat, crédits d'impôt recherche	3.639	1.149	2.490	3 417	1 165	2 252
Etat, CICE	1.956		1.956	1 255		1 255
Etat, acomptes d'impôt sur les sociétés et autres crédits d'impôt	259	259		267	267	
Valeur brute	5.854	1.408	4.446	4 939	1 432	3 507
Provision à l'ouverture	-1.134	-8	-1.126	-1 942	-131	-1 811
Dotations	-119		-119	-525		-525
Reprise	8	8		1 333	123	1 210
Provision à la clôture	-1.245	0	-1.245	-1 134	-8	-1 126
Valeur nette	4.609	1.408	3.201	3 805	1 424	2 381

Les dépenses engagées par le groupe au 1^{er} semestre 2014 dans le cadre d'un programme de recherche et développement répondant aux critères d'éligibilité au crédit d'impôt recherche ont généré une créance d'impôt constatée à l'actif du bilan et estimée à 237 K€.

A titre prudentiel, une provision pour dépréciation non déductible a été dotée sur cet actif dont la consistance n'est pas définitivement acquise. La provision pour dépréciation constatée représente 50% de la créance fiscale et figure au compte de résultat sur la même ligne que le crédit d'impôt en « Autres produits de l'activité ». Dans le cas où l'actif correspondant a été remboursé à la société ou imputé, la provision pour dépréciation est remplacée par une provision comptabilisée au passif (se référer à la note 12).

Les crédits d'impôt compétitivité emploi ont été présentés au compte de résultat comme les crédits d'impôt recherche sur la ligne « Autres produits de l'activité ».

6) Trésorerie et équivalents trésorerie

	30.06.2014	31.12.2013
Disponibilités	11.175	23.652
Parts de SICAV, de FCP monétaires et garantis, comptes à terme, BMTN	62	62
Trésorerie et équivalents au bilan	11.237	23.714

Le rapprochement entre le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie apparaissant au bilan et le montant de la trésorerie nette figurant dans le tableau de variation de trésorerie s'établit de la façon suivante :

	30.06.2014	31.12.2013
Trésorerie et équivalents	11.237	23.714
Découverts bancaires	-356	-142
Trésorerie nette du tableau de variation de la trésorerie	10.881	23.572

7) Capital

Au 30 juin 2014, le capital de la société SQLI est composé de 3.596.998 actions d'une valeur nominale de 0,80 €, d'une seule catégorie, chacune entièrement libérée.

576 actions nouvelles ont été créées au cours du semestre suite à l'exercice de 5.760 BSAAR.

8) Instruments dilutifs

Date d'émission	30.06.2014		31.12.2013	
	Nombre de bons restant à exercer	Nombre d'actions potentielles	Nombre de bons restant à exercer	Nombre d'actions potentielles
BSAAR 20.04.2011	7.289.240	728.924	7.295.000	729.500
Total	7.289.240	728.924	7.295.000	729.500

Les BSAAR émis en avril 2011 à l'occasion de l'émission de l'emprunt obligataire ont une durée de vie de 7 ans. Ils sont non exerçables et non cessibles durant une période initiale de 3 ans, qui s'est achevée en 04/2014.

Lors de leur émission, les 9.095.000 BSAAR donnaient droit à la souscription de 9.095.000 actions nouvelles SQLI au prix d'exercice de 1,50 €. Suite au regroupement d'actions décidé lors de l'AGM du 20 juin 2012, ils donnent désormais droit à la souscription de 909.500 actions nouvelles SQLI au prix d'exercice de 15 €.

5.760 BSAAR ont été exercés au cours du semestre. Au 30 juin 2014, 362.143 BSAAR sont auto-détenus en vue de leur annulation.

9) Actions SQLI auto-détenues

Aux termes de la résolution prise par l'assemblée générale mixte du 25 juin 2014, SQLI a reconduit le programme de rachat de ses propres actions dont les objectifs, par ordre de priorité décroissant, sont : i) l'animation du marché ou de la liquidité de l'action, ii) l'achat pour la conservation et la remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, iii) l'attribution d'actions aux salariés et iv) l'annulation éventuelle de celles-ci.

A la date de l'arrêté des comptes, le groupe n'envisage pas d'affecter les actions propres à des plans d'attributions d'actions gratuites.

Ce programme expire lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014. Il stipule un prix d'achat unitaire maximum de 45 € et un prix de vente unitaire minimum de 7 €. Il est organisé dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec la Financière d'Uzès.

Actions non regroupées	30.06.2014			31.12.2013		
	Nombre d'actions	Prix unitaire	Valeur (K€)	Nombre d'actions	Prix unitaire	Valeur (K€)
Actions auto-détenues au 1 ^{er} janvier	7.439	0,869 €	6	10.891	0,889 €	10
Acquisitions	127	1,840 €	1	570	0,829 €	ns
Cessions à la valeur de vente				-4.022	1,529 €	-6
Plus (moins) value de cession						2
Actions auto-détenues à la clôture	7.566	0,886 €	7	7.439	0,869 €	6

Actions regroupées	30.06.2014			31.12.2013		
	Nombre d'actions	Prix unitaire	Valeur (K€)	Nombre d'actions	Prix unitaire	Valeur (K€)
Actions auto-détenues au 1 ^{er} janvier	13.637	10,056 €	137	10.177	7,724 €	79
Acquisitions	47.071	18,277 €	860	17.514	10,842 €	190
Cessions à la valeur de vente	-4.390	13,920 €	-61	-14.054	11,406 €	-160
Plus (moins) value de cession			18			28
Actions auto-détenues à la clôture	56.318	16,945 €	954	13.637	10,056 €	137

10) Endettement financier

	30.06.2014	31.12.2013
Avances remboursables	72	76
Emprunt obligataire	3.234	6.468
Retraitement des contrats de crédit-bail	53	46
Valorisation des instruments de couverture de taux	114	211
Passifs non courants	3.473	6.801
Emprunt obligataire	2.569	2.846
Retraitement des contrats de crédit-bail	61	66
Concours bancaires courants	356	142
Intérêts courus non échus	664	388
Valorisation des instruments de couverture de taux	114	106
Passifs courants	3.764	3.548
Total de l'endettement financier brut	7.237	10.349
A déduire :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-11.237	-23.714
Endettement financier net (trésorerie nette de l'endettement)	-4.000	-13.365

Les emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit ont été exclusivement souscrits en euros.

SQLI a contracté une couverture de taux pour se protéger des fluctuations des taux variables sur la durée de remboursement de son emprunt obligataire de 17 M€. Le montant couvert est limité à 13,6 M€. La société a opté pour un taux fixe.

Le non respect des ratios financiers suivants entraînerait l'exigibilité anticipée de l'emprunt obligataire :

- Dette Nette Consolidée/EBITDA Consolidé ≤ 1 ;
- Dette Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés $\leq 0,3$;
- Cash Flow Libre Consolidé/Service de la Dette Consolidée ≥ 1 .

Ces ratios sont à analyser une fois par an, le 31 décembre de chaque année.

Au 31 décembre 2013, le groupe respectait l'ensemble de ces covenants.

11) Analyse de la dette financière brute par échéance

	30.06.2014	31.12.2013
Exigible à moins d'un an	3.764	3.548
Exigible à plus d'un an et moins de cinq ans	3.473	6.801
Exigible à plus de cinq ans	0	0
Total	7.237	10.349

12) Provisions

	31.12.2013	Impact des variations des taux de change et des écarts actuariels	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30.06.2014
Crédits d'impôt recherche	827		8			835
Indemnités de départ à la retraite	460	54	81			595
Contrats de prévoyance suisses	285	-33	7			259
Litiges prud'homoux	437		49	-304		182
Litiges commerciaux	13					13
Autres	145		105		-145	105
Provisions à long terme	2.167	21	250	-304	-145	1.989
Pertes à terminaison	50		47	-50		47
Provisions à court terme	50		47	-50		47
Total	2.217	21	297	-354	-145	2.036

Conformément aux règles de provisionnement du risque fiscal appliquées par le groupe en matière de crédit d'impôt recherche, des provisions pour risques ont été dotées pour le montant des crédits d'impôt remboursés ou imputés mais non encore prescrits. Ces provisions sont maintenues au bilan jusqu'au terme d'un délai de 3 ans. Elles représentent 835 K€ au 30 juin 2014.

Les indemnités de départ à la retraite (595 K€) sont calculées sur la base des mêmes hypothèses que celles utilisées au 31 décembre 2013 à l'exception du taux d'actualisation :

- l'estimation est effectuée sur la base d'un départ à la retraite à l'initiative du salarié ;
- l'âge de départ à la retraite est fixé à 65 ans ;
- la table de mortalité est celle de 2009-2011 ;
- le taux annuel de revalorisation des salaires est calculé par tranche d'âge. Pour chaque tranche d'âge, le taux retenu est la moyenne des taux constatés dans le groupe sur les trois dernières années : de 4,0% (de 20 à 30 ans), à 2,7% (de 31 à 40 ans), 1,9% (de 41 à 50 ans), 1,1% (de 51 à 60 ans) puis constant ;
- les taux de turnover tiennent compte de tous les départs qu'ils soient à l'initiative de l'employé ou de l'employeur. Le turnover est calculé par tranche d'âge et pour chaque tranche d'âge, le taux retenu est la moyenne des taux constatés dans le groupe sur les trois dernières années : 9,1% (20-24 ans), 25,8% (25-29 ans), 26,4% (30-34 ans), 19,3% (35-39 ans), 25,6% (40-44 ans) ; 24,6% (45-49 ans) ; 18,4% (50-54 ans) ; puis 3% (55 ans), 2% (56-58 ans), 1% (59-60 ans), 0% (61 ans et plus) ;
- l'engagement du groupe vis-à-vis de ses salariés est majoré de 46,5% de charges sociales.

Le taux d'actualisation retenu est de 2,40% (taux OAT 20 ans) contre 3,20% au 31 décembre 2013.

13) Autres dettes

	30.06.2014	31.12.2013
Avances et acomptes reçus	484	651
Personnel et organismes sociaux	23.374	23.197
Etat, hors impôt sur les sociétés	12.524	12.944
Dividendes à payer	1.982	0
Autres dettes diverses	495	928
Produits constatés d'avance	6.401	10.570
Autres dettes et comptes de régularisation	45.260	48.290

Les produits constatés d'avance correspondent aux prestations facturées dans le cadre des contrats à long terme qui excèdent les prestations produites et valorisées à l'avancement.

La valeur de marché des autres dettes n'est pas différente de leur valeur comptable.

14) Engagements financiers hors bilan et litiges en cours

Les engagements hors bilan et les litiges en cours sont identiques à ceux décrits dans le document de référence 2013 déposé auprès de l'autorité des marchés financiers en date du 28 avril 2014.

15) Taux des devises

Devises	Taux moyen 1 ^{er} semestre 2014	Taux au 30.06.2014	Taux moyen 2013	Taux au 31.12.2013
CHF	1,2213	1,2156	1,2309	1,2276
MAD	11,2435	11,2407	11,1759	11,2481

16) Chiffre d'affaires

Depuis la cession du pôle Santé à la société IDO-in en juillet 2013 et conformément aux accords entre les deux sociétés, SQLI facture au client final les prestations réalisées par IDO-in dans le cadre de contrats commerciaux non encore transférés. IDO-in facture ses prestations à SQLI à hauteur du même montant.

L'analyse réalisée par le groupe au regard de la norme IAS 18 a conduit à considérer que SQLI intervient en tant qu'agent. SQLI demeure la seule partie engagée vis-à-vis du client final mais le risque associé a été considéré comme non significatif par le management. Le chiffre d'affaires correspondant facturé au 1^{er} semestre 2014 (4.017 K€) est présenté en net des charges correspondantes soit pour un montant nul.

17) Charges de personnel et effectif

	30.06.2014	30.06.2013	31.12.2013
Salaires et traitements	40.988	39.864	78.621
Charges sociales	16.390	15.953	31.586
Participation des salariés	0	0	0
Charges de personnel	57.378	55.817	110.207
Provision pour indemnités de départ à la retraite et autres avantages au personnel	88	41	-14
TOTAL	57.466	55.858	110.193
Effectif moyen hors stagiaires	1.793	1.783	1.792
Effectif au 1 ^{er} janvier hors stagiaires	1.784	1.765	1.765
Mouvements de périmètre	0	0	-70
Augmentation (diminution)	24	10	89
Effectif à la clôture hors stagiaires	1.808	1.775	1.784

18) Charges externes

	30.06.2014	30.06.2013	31.12.2013
Sous-traitance générale	9.498	9.153	17.056
Locations et charges locatives	3.631	3.563	7.167
Entretiens et réparations	415	291	673
Primes d'assurance	218	193	385
Divers documentation	271	321	459
Personnel extérieur à l'entreprise	53	290	573
Honoraires	1.702	1.763	3.437
Publicité, relations publiques	291	253	374
Transport de biens	12	14	28
Déplacements, missions et réceptions	2.093	2.197	4.134
Frais postaux et télécommunications	532	496	1.046
Services bancaires	97	77	200
Autres services extérieurs	241	170	277
Total	19.054	18.781	35.809

19) Coût de l'endettement financier net

	30.06.2014	30.06.2013	31.12.2013
Revenus des prêts et créances	56	64	131
Produits nets sur cessions de VMP	21	4	31
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	77	68	162
Charges d'intérêts	-345	-276	-783
Commissions de financement affacturage	-4	-5	-9
Instrument de couverture de taux des emprunts	88	34	272
Coût de l'endettement financier brut	-261	-247	-520
Coût de l'endettement financier net	-184	-179	-358

Les différences de change sur éléments financiers et le résultat de l'actualisation des créances et dettes à long terme sont présentés sur la ligne « Autres produits et charges financiers » :

	30.06.2014	30.06.2013	31.12.2013
Différences de change	24	-55	-227
Actualisation des prêts et dettes à long terme	262	-43	-186
Autres produits financiers	0	6	0
Autres produits et charges financiers	286	-92	-413

20) Charge d'impôt

	30.06.2014	30.06.2013	31.12.2013
Impôts différés	-571	412	730
Impôts exigibles	1.117	1.153	2.673
<i>Dont CVAE</i>	<i>774</i>	<i>808</i>	<i>1.540</i>
Charge d'impôt (crédit si négatif)	546	1.565	3.403

a) Intégration fiscale

La société SQLI, tête de groupe, et ses filiales françaises ABCIAL, CLEAR VALUE, EOZEN France, ASTON EDUCATION, ASTON INSTITUT et SQLI DEFENSE constituent un groupe fiscal intégré pour l'exercice 2014.

b) Preuve d'impôt

	30.06.2014	30.06.2013	31.12.2013
Résultat consolidé avant impôt	1.106	1.817	9.869
Taux d'impôt théorique	33,1/3%	33,1/3%	33,1/3%
Charge d'impôt théorique	369	606	3.290
Effet des différences permanentes	-285	18	-336
Effet des retraitements de consolidation sans incidence sur l'impôt	-61	487	437
Effet des différentiels de taux mère/fille et du report variable	-19	21	-42
Effet des déficits reportables	33	69	-672
Effet des impôts sans base et des crédits d'impôts	-8	-175	-300
Effet du classement de la CVAE en impôt	517	539	1.026
Charge d'impôt effectif	546	1.565	3.403
Taux d'impôt effectif	49,4%	86,1%	34,5%

21) Résultat par action

Le numérateur utilisé pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action est le résultat net part du groupe du semestre soit 749 K€.

Le nombre moyen pondéré utilisé au dénominateur est de 3.553.334 actions pour le résultat par action et de 4.282.748 pour le résultat dilué par action. La différence provient de l'impact potentiel de l'exercice des BSAAR attachés aux obligations émises le 20 avril 2011 :

	31.12.2013	Variation du semestre	30.06.2014	Moyenne du semestre
Nombre d'actions émises	3.596.422	576	3.596.998	
Nombre d'actions auto-détenues	-14.381	-42.694	-57.075	
Nombre d'actions émises hors actions auto-détenues	3.582.041	-42.118	3.539.923	3.553.334
Nombre d'instruments dilutifs	729.500	-576	728.924	
<i>Dont BSAAR</i>	<i>729.500</i>	<i>-576</i>	<i>728.924</i>	
TOTAL	4.311.541	-42.694	4.268.847	4.282.748

6- Information sectorielle

L'information sectorielle à fournir selon IFRS 8 est basée sur le reporting interne utilisé par les principaux décideurs du groupe soit le Directeur Général de SQLI et ses Directeurs opérationnels.

Sur la base de son reporting interne, le groupe a défini deux secteurs opérationnels : « Digital Commerce » et « Digital Technologie ». Les indicateurs régulièrement analysés par la direction du groupe sont le chiffre d'affaires réalisé par chacun des deux secteurs et la marge opérationnelle.

Les informations financières relatives aux secteurs opérationnels figurent dans le tableau ci-après et sont établies selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés :

	30.06.2014			30.06.2013			31.12.2013		
	Digital Commerce	Digital Technologies	Total	Digital Commerce	Digital Technologies	Total	Digital Commerce	Digital Technologies	Total
Chiffre d'affaires	28.621	49.537	78.158	28.100	50.888	78.988	55.412	98.738	154.150
Résultat opérationnel courant	123	881	1.004	1.414	1.976	3.390	2.647	4.688	7.335

7- Evènements postérieurs à la date de clôture

SQLI a procédé le 16 septembre 2014 à l'émission de 215.784 Bons de souscription d'actions (BSA) souscrits par Messieurs Didier Fauque, Directeur Général et Thierry Chemla, Directeur Général Délégué.

Chaque BSA donnera droit de souscrire à 1 action SQLI nouvellement émise d'une valeur nominale de 0,80 €. Le prix unitaire de souscription des BSA varie de 0,88 € à 1,33 €. L'exercice des BSA sera soumis à une condition de performance du cours de bourse de l'action SQLI. Le prix d'exercice de chaque BSA est fixé à 19,90 €.

8- Parties liées

Les accords conclus entre les parties liées ont été identifiés dans les états financiers consolidés du 31 décembre 2013 et figurent dans le document de référence 2013 déposé auprès de l'autorité des marchés financiers en date du 28 avril 2014.

9- Facteurs de risques

Les facteurs de risques tels que présentés dans le document de référence publié par la société et déposé auprès de l'autorité des marchés financiers en date du 28 avril 2014 n'ont pas subi d'évolutions sensibles au cours du semestre écoulé.

Un contrôle fiscal portant sur les exercices 2010 à 2012 ainsi qu'un contrôle URSSAF portant sur les exercices 2011 à 2013 sont actuellement en cours.

III – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

ACE Audit

ERNST & YOUNG et Autres

SQLI

Période du 1er janvier au 30 juin 2014

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

ACE Audit
5, avenue Franklin Roosevelt
75008 Paris
S.A. au capital de € 2.250.400

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

SQLI

Période du 1er janvier au 30 juin 2014

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société SQLI, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 30 septembre 2014

Les Commissaires aux Comptes

ACE Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Alain Auvray

Emmanuel Charrier

Franck Sebag

IV – ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice.

La Plaine Saint Denis, le 29 septembre 2014,

Didier Fauque
Directeur Général